

PROBLÈMES ALIMENTAIRES

A titre de grand producteur et exportateur de denrées alimentaires, le Canada a porté un intérêt particulier à l'analyse des problèmes alimentaires mondiaux lors de la trente-et-unième session de l'Assemblée générale. Les contributions de plus de 200 millions de dollars qu'il a versées au cours de l'année 1975-1976 le placent en effet au premier rang des pays accordant leur appui financier au Programme alimentaire mondial. Cependant, malgré ses efforts et ceux d'autres pays qui partagent ses vues, il est évident que la situation pourrait se détériorer rapidement si la croissance de la population devait surpasser celle de la production et cela, en dépit du fait que les récoltes abondantes de 1976 ont assuré temporairement un approvisionnement suffisant. Dans la déclaration suivante, faite le 8 novembre 1976, M. Geoffrey Bruce expose le point de vue canadien sur cette question et propose des solutions.

"Parmi tous nos problèmes, la difficulté d'assurer à la population mondiale un approvisionnement alimentaire suffisant est celui dont les répercussions sont les plus graves. La terre devrait pouvoir nourrir tous ses habitants. Et pourtant, selon certaines prévisions pessimistes, nous pourrions être témoins, avant la fin du siècle, d'une famine qui ferait des millions de victimes et réduirait le taux de croissance démographique plus sûrement que le contrôle des naissances. C'est là une hypothèse horrible, mais dont nous pouvons encore éviter la réalisation.

Nous sommes frappés par la terrible simplicité des faits. Au cours des cinq dernières années, la production alimentaire mondiale a diminué. Cette situation résulte en partie de conditions climatiques défavorables. Mais il faut aussi y voir un avertissement que le temps est venu de redoubler d'efforts, particulièrement dans les pays en voie de développement, afin d'améliorer les possibilités de production alimentaire. Il est évident que dans le Tiers monde, le rythme de croissance de la population surpasse actuellement celui de la production alimentaire. Sans l'application de mesures énergiques, cette tendance devrait s'accroître et, si elle persiste, certaines régions du globe pourraient être touchées par une famine générale dès 1985.

Les participants à la Conférence mondiale de l'alimentation se sont penchés sur ces questions. Le Conseil mondial de l'alimentation en a discuté depuis, lors de ses deux premières sessions. Et pourtant, l'opinion mondiale a l'impression que rien n'est mis en oeuvre. Est-il possible de redresser la situation? Il nous semble que oui. Nombre des décisions que nous avons prises au cours des deux ou trois dernières années se sont avérées justes en ce sens qu'elles étaient orientées principalement vers le développement des possibilités de production alimentaire dans des pays en voie de développement eux-mêmes. Certains estiment que tous les pays pourraient satisfaire à leurs propres besoins en matière d'alimentation s'ils prenaient les décisions qui s'imposent et canalisent leurs ressources et leurs efforts à cette fin. Nous ne sommes pas certains que cette assertion soit valable, étant donné les limites des avantages économiques relatifs: ce dont nous sommes sûrs, cependant, c'est que nombre de nations importatrices de denrées alimentaires, particulièrement dans les pays en voie de développement, ont une capacité de production beaucoup plus considérable que ne le laisse supposer la situation actuelle.

Le développement de cette capacité est le seul but raisonnable qu'il nous faut viser par-dessus tout. L'aide alimentaire directe est essentiellement une mesure palliative. Comme il est l'un des plus grands producteurs de denrées alimentaires au monde, le Canada est heureux de pouvoir consacrer d'importantes quantités de nourriture à la lutte contre la faim. C'est ainsi, que nous sommes fiers de voir notre contribution au Programme alimentaire mondial s'élever cette année à plus de 100 millions de dollars. Mais nous sommes conscients du fait que nous ne faisons que traiter les symptômes du mal: nous suppléons aux insuffisances de la production alimentaire d'autres pays, dans l'espoir de parvenir un jour, à l'augmenter grâce aux efforts que nous déployons tous, et, ainsi, à éviter la catastrophe. Le rôle de la F.A.O. à cet égard sera déterminant. Sous la direction de M. Saouma, la F.A.O. accomplit sa tâche avec un dynamisme qui accroît notre confiance.

Il n'y a pas de cause unique au problème alimentaire mondial. Les pays en voie de développement ne possèdent pas l'infrastructure solide nécessaire à l'application d'une technologie efficace, au transport des denrées et à leur distribution. Ces conditions sont liées aux causes fondamentales du sous-développement lui-même. En outre, nombre de pays reconnaissant la nécessité primordiale d'améliorer la production agricole n'ont pas mis l'accent sur les points qui conviennent et il arrive parfois que l'on favorise la culture commerciale au détriment des ressources alimentaires traditionnelles de première nécessité. Autre donnée du problème: les grandes lignes de la politique internationale que l'on devrait renforcer en améliorant les mécanismes internationaux destinés à stabiliser les prix des produits de base. Cela permettrait la planification rationnelle des investissements. Par le biais des négociations tenues sous les auspices du Conseil international du blé à Londres et des négociations multilatérales sur les tarifs douaniers, le Canada recherche activement des solutions aux problèmes réels que pose les marchés des céréales. Toute solution pratique dans ce domaine devra tenir compte des problèmes de fond touchant au commerce international des céréales, notamment du problème de l'accès aux marchés. Cependant, l'approvisionnement alimentaire est une question beaucoup trop importante pour être abandonnée aux forces spéculatives du marché. Les habitants du globe ont le droit d'exiger un système qui assure la sécurité alimentaire.